Cinquante-septième année. - N° 101 A Vendredi 26 mai 2023

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES
ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES
ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIÈRE MINISTRE
Liberté
Égalité
Fraternité
Direction de l'information légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr
-

BODACC « A »

Annonce n° 1129

75 – PARIS

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS

Ventes et cessions

879 921 229 RCS Paris.
SCOMBRUS.
Forme : Société par actions simplifiée.
Capital : 50000.00 EUR.
Adresse : 9, rue de Bassano, 75016 Paris.
Précédent propriétaire : 879 921 229 RCS Paris. **SCOMBRUS.**
Oppositions : Article L.236-14 du code de commerce.
Commentaires : Avis au Bodacc relatif au projet commun de fusion nationale. Société absorbante : FRANCE PELAGIQUE Forme : Société par actions simplifiée Adresse du siège : 9 rue de Bassano 75016 Paris Capital : 39160000.00 EUR Numéro unique d'identification : 348490509 Lieu d'immatriculation : Paris. Société absorbee : SCOMBRUS Forme : Société par actions simplifiée Adresse du siège : 9 rue de Bassano 75016 Paris Capital : 50000.00 EUR Numéro unique d'identification : 879921229 Lieu d'immatriculation : Paris. Evaluation de l'actif et du passif dont la transmission à la société absorbante est prévue : actif de 4974754.00 EUR - passif de 3175682.00 EUR. Rapport d'échange des droits sociaux : en application de l'article L 236-3 II du code de commerce ,il ne sera procédé à aucun échange d'actions , et en conséquence , à aucune augmentation de capital de la société absorbante ,puisque celle-ci détient à ce jour la totalité des actions composant le capital de la société absorbée. Prime de fusion: néant. Date du projet commun de fusion : 22.05.2023. Date et lieu du dépôt du projet au RCS au titre de chaque société participante : Pour la société FRANCE PELAGIQUE : 23.05.2023 (au greffe du tribunal de commerce de Paris). Pour la société SCOMBRUS : 23.05.2023 (au greffe du tribunal de commerce de Paris)..